

Comme on le voit en même temps qu'on réduit le pouvoir d'achat, les recettes de l'État augmentent. En réduisant le pouvoir d'achat, nous courons le risque d'aggraver le chômage. L'accroissement du nombre de chômeurs, entraînera à son tour une hausse des dépenses publiques.

La ponction de 4.4 milliards de dollars dans l'économie va créer du chômage dans l'ensemble du pays, et les différents niveaux de gouvernement vont suppléer au manque à gagner des chômeurs en leur versant un revenu pour qu'ils puissent satisfaire à leurs besoins. Ces sans-travail vont retirer des prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale. Qu'y a-t-il d'avantageux à cette situation? Notre économie fonctionne à environ 76 ou 72 p. 100 de sa capacité, tout dépendant du moment où l'on fait le calcul. A quoi bon réduire davantage la capacité de fabrication en réduisant la demande de consommation? Voilà le résultat d'une mesure législative comme celle-ci.

Ce n'est pas que j'ignore la nécessité pour le gouvernement de percevoir plus de fonds. Je suis bien conscient que le gouvernement libéral précédent a légué au gouvernement actuel une situation financière bien lamentable.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Merci beaucoup. Je vous en dirai davantage dans un instant.

Je comprends très bien que le gouvernement éprouve certaines difficultés à se procurer les fonds nécessaires aux programmes en vigueur, étant donné que le gouvernement précédent n'a pas géré l'économie très brillamment. Toutefois, je dis aujourd'hui ce que j'aurais dit si les libéraux étaient demeurés au pouvoir. Si le gouvernement a besoin de 4.4 milliards de dollars ou même d'une somme plus élevée ou moindre, ce n'est pas la façon de se la procurer. De toutes les solutions offertes au gouvernement c'était nettement la plus préjudiciable. La solution choisie est celle qui sera la moins salubre et gênera le plus la relance économique, à supposer qu'elle soit amorcée.

Je ferai remarquer aux députés ministériels que s'ils avaient analysé avec précision les diverses concessions fiscales disponibles et qu'ils avaient effectué cette étude de façon à en évaluer les coûts par rapport aux avantages et à se rendre compte si les concessions fiscales accordées procurent ou non les avantages escomptés, la réponse aurait été nette. Nous n'obtenons pas les avantages prévus des concessions fiscales accordées aux sociétés. Ce ne sont pas mes propres paroles, mais celles d'économistes qui ont étudié les concessions fiscales accordées par des gouvernements successifs en divers endroits.

Je ne nie pas que certaines de ces concessions aient été accordées avec de bonnes intentions. Je comprends que certains gouvernements aient pu croire de temps à autre que, en accordant des concessions fiscales supplémentaires à un certain secteur de l'économie, ils en retireraient des avantages appréciables à courte ou à longue échéance. Toutefois, l'analyse a

révéle que c'est effectivement une erreur et que nous ne retirons des concessions fiscales aucun des avantages que la plupart des gouvernements prétendaient obtenir.

● (1420)

Cela a donné lieu à des analyses fort intéressantes qui montrent que les concessions fiscales accordées pour la recherche et le développement n'ont pas vraiment permis d'accroître nos moyens de recherche et de développement. L'entreprise a demandé un grand nombre d'autres avantages fiscaux. Néanmoins, elle s'en est peu servi pour créer de nouvelles possibilités d'emploi au Canada. Même si elles nous coûtent des milliards de dollars, ces concessions fiscales n'ont pas donné les résultats que nous attendions. Quand je dis «nous», je veux dire le gouvernement, qu'il soit fédéral ou provincial. Les concessions fiscales accordées par les gouvernements n'ont pas rapporté ce que bien des gens en attendaient.

Les concessions accordées par le gouvernement fédéral à divers secteurs de l'entreprise, sous forme de dégrèvements fiscaux ou de subventions directes, ont fait l'objet d'une évaluation. Selon cette analyse, l'entreprise aurait ainsi économisé plus de 18 milliards par an.

Si c'est vrai, comme je le pense, cet argent n'apporte pas à l'économie les résultats escomptés. S'il est vrai également que le gouvernement se trouve dans l'obligation d'accroître ses recettes fiscales, pourquoi ne cherche-t-il pas de ce côté-là, pourquoi n'examine-t-il pas de plus près les subventions et les concessions accordées pour voir s'il n'y a pas lieu de ramener ces 18 milliards à 14 milliards? Cela lui donnerait les 4 milliards qu'il cherche à recueillir au moyen des diverses mesures fiscales à l'étude. Cette solution n'aurait-elle pas été au moins aussi raisonnable, et peut-être même un peu plus sensée, que l'augmentation de la taxe de vente fédérale? La ministre sourit, et elle a un charmant sourire, mais je sais qu'au fond d'elle elle pense: «Mon Dieu, pourquoi n'y ai-je pas pensé?»

Des voix: Oh, oh!

Mme Mailly: Tu parles!

M. Deans: Je vois bien qu'elle se pique au jeu, car ce n'est certainement pas une tête folle. La ministre se dit peut-être qu'elle ferait mieux de retirer la mesure et d'en proposer une autre qui correspondrait mieux aux propositions fort sensées du Nouveau parti démocratique. Je la féliciterais, si c'était à cela qu'elle pensait.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Je ne suis pas de ceux qui veulent à tout prix s'attribuer le mérite des initiatives louables. Je tiens à bien le préciser. Mon parti est tout à fait disposé à partager la gloire d'avoir découvert une bonne idée. En fait, nous sommes même disposés à permettre au gouvernement de se l'approprier!